TRIBUNE DE DIRIGEANTS
DE GRANDES ENTREPRISES

ouest france

7 novembre 2026

Présidentielle 2027 : faire de la transition écologique un choix de prospérité

L'été 2026 l'a montré : sécheresses, canicules et incendies frappent plus fréquemment et plus fortement nos concitoyens, nos entreprises, nos territoires. A cela s'ajoutent des revendications contre la vie chère, et le sentiment d'être insuffisamment protégés face aux bouleversements du monde actuel. Une même attente s'exprime, celle de réponses à la hauteur des difficultés vécues. Notre responsabilité collective est alors de tenir ensemble ce qui est trop souvent opposé : la réponse aux urgences du présent et la préparation de l'avenir.

Nous, dirigeants d'entreprises implantées dans les territoires, voulons réaffirmer une conviction simple : la transition écologique est l'une des conditions de notre prospérité collective, de notre compétitivité, de notre souveraineté et de notre cohésion sociale. Depuis plusieurs années, nos entreprises font le choix de l'action : elles transforment leurs modes de production et investissent pour la décarbonation, l'innovation et la formation. À quelques mois de l'élection présidentielle, nous rappelons l'importance de la continuité et de la cohérence des orientations environnementales et économiques déjà engagées.

Coût de l'inaction

Certains voudraient présenter cette transition comme un luxe que la France ne pourrait se permettre en période de tensions sociales, économiques et budgétaires. Nous pensons exactement le contraire. Investir pour la prévention et la protection des populations face au changement climatique contribue à mieux protéger les personnes et l'activité économique. Ne pas agir, c'est décrocher économiquement face aux pays qui financent massivement la recherche, les technologies et les industries de la transition écologique, dont la Chine.

Innovations durables pour tous

Électrification des véhicules, adaptation des infrastructures, rénovations du bâti, modernisation des équipements industriels, végétalisation des villes, modélisation pour l'anticipation des risques naturels : autant d'innovations qui existent déjà et réduisent les factures d'énergie, accroissent le confort de vie et le pouvoir d'achat. Avec l'appui de nos salariés et sous-traitants, nous innovons pour rendre ces solutions accessibles au meilleur coût et améliorer le quotidien des Français.

Une question de souveraineté et de pouvoir d'achat

Nos entreprises contribuent aussi à la souveraineté nationale. Réduire la dépendance aux énergies fossiles grâce aux énergies bas carbone et à l'efficacité énergétique, recycler les matériaux dont les métaux rares, préserver les ressources en eau, encourager une agriculture résiliente, développer une IA sobre et souveraine : c'est bâtir une France plus autonome face aux chocs géopolitiques qui font flamber les factures des ménages.

L'avance des entreprises françaises pionnières de la transition écologique est un atout : les orientations prises en 2027 doivent préserver cette dynamique. La mobilisation de tous est essentielle : les entreprises, pour intégrer les enjeux environnementaux dans les décisions et investissements, les institutions financières, pour orienter les capitaux vers des activités compatibles avec les limites planétaires, et les pouvoirs publics, pour garantir un cadre national et européen ambitieux, équitable et cohérent avec ce qui a déjà été engagé. Développement durable, justice sociale et prospérité économique relèvent d'un même projet. Agissons maintenant, pour notre avenir et celui des générations futures !

ouest france
7 novembre 2026

Signataires

- Daniel Baal (CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE)
- Benoit Bazin (SAINT-GOBAIN)
- Véronique Bédague (NEXITY)
- Thierry Blandinières (INVIVO)
- Olivier Blum (SCHNEIDER ELECTRIC)
- Jean-Laurent Bonnafé (BNP PARIBAS)
- Estelle Brachlianoff (VEOLIA)
- Thomas Buberl (AXA)
- Félicie Burelle (OPMOBILITY)
- Cédric Charpentier (DIOT-SIACI)
- Raphaël De Andréis (HAVAS)
- Luca de Meo (KERING)
- Thierry Déau (MERIDIAM)
- David Dupont-Noel (DELOITTE France)
- Aiman Ezzat (CAPGEMINI)
- Martin Fischer (FORVIA)
- Antoine Flamarion (TIKEHAU CAPITAL)
- Bernard Fontana (EDF)
- Thierry Fournier (ROQUETTE)
- Olivier Gavalda (CRÉDIT AGRICOLE)
- Xavier Girre (SUEZ)
- Pascal Imbert (WAVESTONE)
- François Jackow (AIR LIQUIDE)
- Philippe Kerhen (SOLVAY)
- Thierry Le Hénaff (ARKEMA)
- Mathias Lelievre (ERM France)
- Catherine MacGregor (ENGIE)
- Philippe Maillard (APAVE)
- Florent Menegaux (MICHELIN)
- Loïc Moutault (GROUPE SEB)
- Philippe Pascal (GROUPE ADP)
- Eric Pasquier (SOPRA STERIA)
- Yves Perrier (EDMOND DE ROTHSCHILD) et Président de l'IFD
- Mathieu Petithuguenin (PAPREC)
- Arnaud Pieton (TECHNIP ENERGIES)
- Patrick Pouyanné (TOTALENERGIES)
- François Provost (RENAULT)
- Thomas Reynaud (ILIAD)
- Anne Rigail (AIR FRANCE)
- Thierry Schietecatte (GROUPE CARSO)
- Maxime Séché (SÉCHÉ ENVIRONNEMENT)
- Guillaume Texier (REXEL) et Président Pacte mondial Réseau France
- Jean-Roch Varon (EY France)

Cette tribune de plus de quarante dirigeants de grandes entreprises est à l'initiative du Bureau de l'association Entreprises pour l'Environnement (EPE), présidé par Estelle Brachlianoff (VEOLIA) et composé de Benoît Bazin (SAINT-GOBAIN), Thierry Blandinières (INVIVO), Jean-Laurent Bonnafé (BNP PARIBAS), Thomas Buberl (AXA), Catherine MacGregor (ENGIE), Éric Pasquier (SOPRA STERIA) et Patrick Pouyanné (TOTALENERGIES).

Retrouvez tous les signataires sur https://epe-asso.org/tribune-2027